

le gouvernement provisoire et votés par l'Assemblée nationale. Je reviendrai sur le double motif de cette création, pensée persévérante de Lamartine dans l'intérêt de la force extérieure et de la fédération intérieure de la République contre les assauts prévus donnés à la société.

XIX.

M. Bethmont ministre du commerce et de l'agriculture avait pour tâche en ce moment où tout commerce était suspendu, de consoler et d'adoucir les détresses de l'industrie. nul caractère n'était plus propre que le sien à un tel rôle. patient, serein, résigné, attentif, éloquent, plein d'âme et de compassion pour les angoisses de ses semblables, M. Bethmont donnait à la République le caractère de probité, de sollicitude et de sympathie qu'il avait en lui. assidu et réfléchi aux séances il profitait des loisirs que lui laissait son ministère, pour assister au conseil du gouvernement, il s'y rangeait toujours du parti de la modération, de la légalité et de l'ordre républicain sur le type des grands magistrats de l'Assemblée de 1790. sa place eût été à la tête de la magistrature.

M. Marie, plus actif de tempérament, plus hardi d'idées, plus universel et plus entreprenant d'affaires, temporisait avec les travaux publics trop

suspendus et trop routiniers. Une des solutions politiques et sociales de la crise, eût été selon quelques membres du gouvernement un large recrutement des hommes oisifs soudainement jetés sur quelques grands travaux de fécondation du sol français. Lamartine pensait comme eux à cet égard, quelques socialistes alors modérés et politiques, depuis irrités et factieux réclamaient dans ce sens l'initiative du gouvernement. une grande campagne à l'intérieur avec des outils pour armes, comme ces campagnes des Romains ou des Égyptiens pour le creusement des canaux ou pour le dessèchement des Marais Pontins, leur semblait le palliatif indiqué à une République qui voulait rester pacifique et sauver la propriété en protégeant et en relevant le prolétaire. c'était la pensée de l'heure. un grand ministère des travaux publics aurait été l'ère d'une politique appropriée à la situation. Ce fut une des grandes fautes du gouvernement que de trop attendre avant de réaliser ces pensées. pendant qu'il attendait, les ateliers nationaux grossis par la misère et l'oisiveté devenaient de jour en jour plus lourds, plus stériles et plus menaçants pour l'ordre public.

En ce moment ils ne l'étaient point encore. ils n'étaient qu'un expédient d'ordre et une ébauche d'assistance publique commandés le lendemain de la révolution par la nécessité de nourrir le peuple, et de ne pas le nourrir oisif, pour éviter les désordres

de cette oisiveté. M. Marie les organisa avec intelligence, mais sans utilité pour le travail productif. il les embrigada, il leur donna des chefs, il leur inspira un esprit de discipline et d'ordre. il en fit pendant quatre mois au lieu d'une force à la merci des socialistes et des émeutes, une armée prétoirienne mais oisive dans les mains du pouvoir. commandés, dirigés, contenus par des chefs qui avaient la pensée secrète de la partie anti-socialiste du gouvernement, ces ateliers contre-balancèrent jusqu'à l'arrivée de l'Assemblée nationale les ouvriers sectaires du Luxembourg et les ouvriers séditieux des clubs. ils scandalisaient par leur masse et par l'inutilité de leurs travaux les yeux de Paris, mais ils protégèrent et sauvèrent plusieurs fois Paris à son insu. bien loin d'être à la solde de Louis Blanc, comme on l'a dit, ils étaient inspirés par l'esprit de ses adversaires.

Ils ne s'élevaient d'abord qu'à vingt mille. mais chaque jour leur apportait un nouveau recrutement de misère ou de chômage. L'œuvre imprévoyante et soudaine des fortifications avait appelé et fixé à Paris une masse de quarante mille ouvriers de plus qui une fois établis dans la capitale ne voulaient plus en sortir, ces ouvriers de ferrassement ou de maçonnerie n'avaient aucune des conditions d'une population domiciliée. la République expiait ainsi l'imprudence de la monarchie. les travaux de luxe

qui sont les premiers atteints par les crises cessaient dans toutes les fabriques de Paris. les économies des ouvriers tarissaient. les besoins de leur famille se faisaient sentir cruellement. Les fabricants riches et généreux envers leurs ouvriers, en conservaient une partie à demi-salaire. dans certaines manufactures, la moitié des ouvriers, au lieu de travailler toute la semaine, travaillaient quatre jours pendant que l'autre moitié chômait, puis ils quittaient l'atelier pour chômer à leur tour et laissaient la place à leurs camarades, mais de semaine en semaine de grandes usines se fermaient et les deux cent mille ouvriers qui peuplaient les ateliers de Paris, venaient ainsi successivement s'enrôler dans cette armée temporaire des ateliers nationaux.

A ces ouvriers de la main se joignirent bientôt des ouvriers des arts libéraux, qui avaient épuisé aussi leurs dernières ressources. des artistes, des dessinateurs, des correcteurs d'imprimerie, des employés de librairie, des commis de magasin, des écrivains, des hommes de lettres, des acteurs, hommes qui n'avaient jamais manié que le burin, la presse ou la plume, venaient courageusement demander aux ateliers le pic ou la pioche pour remuer la terre au Champ-de-Mars, et dans les différents chantiers qu'on leur assignait.

On rencontrait le matin sur les boulevards, aux Champs-Élysées, dans tous les quartiers des fau-

bourgs, de petits détachements de vingt à cent hommes de tout âge et de tout costume, se rendant précédés d'un drapeau et conduits par un brigadier au travail. ces hommes étaient tristes de visage, mais sérieux et patients alors. on voyait qu'ils avaient l'honorable sentiment du devoir douloureux qu'ils accomplissaient envers leurs familles et des devoirs que le gouvernement remplissait envers eux en les secourant par le travail. malheureusement ce travail mal organisé n'était qu'un prétexte d'assistance publique, un expédient d'urgence pour prévenir la disette, les troubles, le désespoir. ils rentraient le soir dans le même ordre dans leurs différents quartiers. ils faisaient eux-mêmes la police et exerçaient une discipline volontaire et mutuelle entre eux. la solde leur était payée tous les samedis. ce n'était pas une organisation du gouvernement comme on a voulu le faire croire plus tard. c'était une aumône sacrée et indispensable de l'État honorée par l'apparence du travail. ces ateliers de Paris qu'une même nécessité fit organiser d'instinct dans toutes les villes industrielles, déshabituèrent il est vrai beaucoup d'ouvriers du travail sérieux, mais ils sauvèrent les masses de la faim et du désespoir, la société des troubles et la propriété du ravage.

Le gouvernement n'eut qu'un tort dans le principe, ce fut de ne pas appliquer ces ateliers à de grands travaux d'utilité publique, et de ne pas les

dispenser à distance de Paris et des grandes villes, foyer de sédition. quand on le voulut il était trop tard. leur armée s'élevait à quatre-vingt et à cent mille hommes dans Paris. il aurait fallu une autre armée pour les contraindre à évacuer la capitale, on les toléra par humanité et par force, jusqu'à ce que l'époque révolutionnaire traversée permit au travail privé de réabsorber ces éléments et à la force publique reconstituée d'en dominer le débordement.

Tels furent les ateliers nationaux qu'on a présentés comme un système, et qui n'étaient qu'un expédient passager, terrible mais nécessaire. Les hommes prévoyants du gouvernement ne cessaient d'envisager avec crainte le moment où la sédition s'introduirait dans ce noyau de misère et d'oisiveté et où il faudrait le dissoudre par la prudence ou par la force. la sédition ne s'y introduisit qu'après l'arrivée de l'Assemblée nationale à Paris. ce fut l'écueil presque inévitable du premier gouvernement régulier de la République. Nous verrons plus tard comment elle faillit y échouer.

XX.

De toutes les institutions républicaines, l'enseignement public et l'institution élémentaire gratuite donnée au peuple était une des plus organiques et des plus vitales. La civilisation d'un peuple est

en germe dans ses institutions d'enseignement. pendant qu'une génération grandit et meurt, une autre génération naît et s'avance sur ses pas pour la remplacer. les traditions de la première sont le patrimoine de la seconde. L'humanité a ainsi un éternel enfant à instruire et à élever.

Le gouvernement trop préoccupé de la tempête contre laquelle il luttait dehors et dedans, n'avait pas le temps de mûrir en quelques jours et en quelques nuits dilapidés dans les orages de la place publique les plans complets d'une éducation populaire. mais il voulait tenir cette promesse de la République au peuple et préparer la voie à l'Assemblée nationale.

Un homme d'une trempe antique, d'une âme tendre, d'un esprit ferme, méconnu et calomnié depuis pour quelques mots signés imprudemment dans le tumulte de travaux incessants et interprétés par la malignité de l'esprit de parti dans un sens démenti par sa nature et par sa vie entière, M. Carnot fut chargé de cette œuvre. La pensée de la révolution était ce qu'elle devait être, de prodiguer l'enseignement au peuple par une institution enseignante émanant de la République elle-même; de rendre obligatoire la partie élémentaire générale et neutre de cet enseignement, espèce de sens de la lumière intellectuelle qu'une société vraiment morale doit à tous ceux qui naissent dans son sein;

de ne point asservir l'âme des enfants au monopole d'un corps enseignant; de donner à la société ce qui appartient à la société, à la famille ce qui appartient à la famille, à Dieu ce qui appartient à Dieu. L'enseignement républicain peut combiner tout cela dans une forte organisation de l'Université et dans un complet système de liberté d'enseignement en concurrence avec l'institution enseignante de l'État.

La République rationnelle ne pouvait vouloir ni enchaîner la civilisation et la conscience au clergé, ni interposer une main profane entre la religion du père et l'âme de l'enfant. elle devait donc émanciper la conscience religieuse de la tyrannie de l'État, comme elle devait émanciper l'intelligence du peuple de la suprématie imposée des dogmes. Sa pensée comme celle de l'avenir était la liberté intellectuelle comme la liberté civile des cultes, la foi individualisée dans l'homme, Dieu libre de se manifester et d'éclater par la raison toujours croissante dans l'esprit humain, le sentiment religieux seulement sous toutes ses formes, mais institué, propagé, honoré, cultivé comme dogme universel de toute société spiritualiste.

M. Carnot pensait et agissait dans cet esprit. il avait à côté de lui, en M. Reynaud, son sous-secrétaire d'État, les traditions de l'époque philosophique corrigées par le sentiment religieux et ap-

pliquées par le sentiment démocratique. les lumières de l'Assemblée constituante. Les instincts fraternels de la vraie République, la tolérance, la liberté et la modération de notre époque. c'était là l'esprit de ce ministre. c'est celui de tous, qui eut le plus de temps pour réfléchir et qui médita le plus de bien.

Le premier acte de M. Carnot fut une circulaire au clergé pour déclarer que la république voulait être religieuse, et pour l'encourager à rentrer dans ses temples respectés par le peuple et protégés par le gouvernement. il proposa deux lois. la première sur l'instruction primaire, où il concilie les trois principes énoncés plus haut, obligation, gratuité, liberté de l'enseignement. Cette loi faisait de l'instituteur un fonctionnaire de morale et d'intelligence publique. il fonda l'École d'administration, école qui avait le tort d'être unique au lieu d'être spéciale à chaque branche d'administration. il éleva le traitement des instituteurs. il fonda l'École maternelle, pépinière de charité pour former les mères adoptives des salles d'asile. il développa l'enseignement agricole dans les écoles primaires. il provoqua l'adoption par l'État des élèves d'élite qui manifestaient des vocations transcendantes. il rétablit les lycées, et y ordonna l'étude de l'histoire de la révolution française. il y réprima énergiquement l'indiscipline que le contre-coup de la crise de février y faisait redouter. il proposa un Athénée libre, com-

plément des hautes études et des cours publics, exerçant l'esprit de la jeunesse aux plus hautes spéculations de la philosophie. il organisa des lectures publiques pour les heures d'oisiveté du peuple. il encouragea la littérature populaire qui manque presque entièrement en France. il donna des directions et des primes à ce genre de propagation de la pensée.

Il fut trompé par la mauvaise rédaction de ces livres populaires. on lui reprocha comme une propagande funeste ce qui n'avait été que l'omission de sa censure. il fit comme les anciens, de l'enseignement de la musique un précepte pour l'élévation et l'adoucissement du sens moral et civilisateur du peuple. il groupa autour de lui comme conseil philosophique et littéraire les noms les plus hauts et les plus purs de la philosophie et de la littérature républicaine, au nombre desquels le peuple contemplait Béranger, l'homme de ses prédilections.

Une phrase mal rédigée, mal interprétée d'une circulaire de M. Carnot pesa depuis sur son administration et effaça tous ses services. elle n'avait d'autre intention que de compléter la représentation de l'agriculture en disant aux cultivateurs qu'ils étaient plus aptes à connaître et à faire valoir leurs intérêts que des représentants plus lettrés mais étrangers au sol. M. Carnot averti de cette interprétation erronée, la rectifia bientôt lui-même en

termes qui ne laissent aucun doute à la bonne foi.

« On a présenté, dit-il, ma circulaire du 6 mars
« comme complément de celles qui émanaient du
« ministère de l'intérieur, il faut que je m'explique.
« deux tendances opposées se personnifiaient aux
« yeux du public surtout, dans M. de Lamartine et
« dans le ministre de l'intérieur. je n'ai pas besoin
« de dire que mes sympathies appartenaient au
« premier. » Carnot, en effet, était le dernier des
hommes qu'on pût accuser de violences ou d'abru-
tissements démagogiques. si la République nouvelle
avait eu un modèle de républicanisme intelligent et
moral à présenter à ses amis ou à ses ennemis, c'est
sur lui qu'elle aurait porté les yeux. il expie des
mots, et on oublie sa pensée et ses actes, mais
l'homme est intact, et la République aura tôt ou
tard besoin de le retrouver.

Le ministre de la justice était après celui de l'in-
térieur et de la guerre le plus étendu dans ses attri-
butions et dans son personnel, de grandes ques-
tions s'y rattachaient; M. Crémieux les toucha toutes
avec une telle précision que l'Assemblée consti-
tuante convertit presque tous les décrets de ce
ministre en lois.

Quant aux mesures qui concernaient le ministre
de l'intérieur, elles consistèrent surtout dans l'envoi
de commissaires et de sous-commissaires destinés à
remplacer les préfets et les sous-préfets dans les

départements. presque tous les départements sans
attendre les ordres de Paris avaient transformé
d'eux-mêmes et sans violence leur administration
monarchique en administration républicaine. Nulle
part un préfet, un général ou un soldat n'avaient
résisté. on eût dit que la révolution déjà faite
dans les esprits n'avait qu'à se nommer pour se
faire reconnaître. partout et sans lutte des citoyens
notables de l'opposition avaient été entourés à la
nouvelle des événements de Paris par la masse
de leurs concitoyens, conduits à l'hôtel de la pré-
fecture ou de la sous-préfecture, ils y avaient
reçu pacifiquement des mains de l'ancienne auto-
rité les rênes de l'administration. partout aussi et
avec le même accord les conseils de préfecture, les
maires, les conseils provisoires de municipalité
avaient été changés, ou recrutés de nouveaux
membres ayant la confiance des populations. l'anar-
chie n'avait pas eu une minute pour s'introduire
entre les deux gouvernements.

Ces nouvelles autorités avaient été obéies d'in-
stinct avec plus d'unanimité encore que les autorités
anciennes. on eût dit que la France entière avait le
génie des révolutions et accomplissait cette trans-
formation complète d'un ordre monarchique à un
ordre républicain, comme une armée accomplit une
manœuvre à laquelle elle a été exercée par la dis-
cipline. c'est un des fruits de ces trente ans de